

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE CHABRIERES

Société Anonyme au capital de 10 080 000 euros
Siège social : 24 rue Auguste Chabrières – 75015 PARIS
314 007 709 R.C.S PARIS

Exercice social du 01/01/2024 au 31/12/2024
Comptes annuels approuvés par l'AGO. Annuelle du 13 mai 2025

Bilan social au 31 décembre 2024 (en milliers d'euros)

Postes	ACTIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
1	Caisse, banques centrales, C.C.P		9 075	6 988
3	Créances sur les établissements de crédit	1	313 753	277 902
4	Opérations avec la clientèle	2	135 055	114 508
7	Participations & autres titres détenus à long terme	4	1	0
9	Crédit-bail et location avec option d'achat	5	3 814	4 729
11	Immobilisations incorporelles	6	436	511
12	Immobilisations corporelles	7	1 131	914
15	Autres actifs	8	2 102	2 503
16	Comptes de régularisation	9	55 554	8 463
TOTAL ACTIF			520 922	416 516

Postes	PASSIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
2	Dettes envers les établissements de crédit	10	200	213
3	Opérations avec la clientèle	11	428 215	334 023
5	Autres passifs	13	1 459	2 004
6	Comptes de régularisation	14	9 945	9 951
7	Provisions pour risques & charges	15	363	315
9	Fonds pour risques bancaires généraux		2 439	2 439
10	Capitaux propres	16	78 300	67 571
11	Capital souscrit		10 080	10 080
13	Réserves		1 008	1 008
16	Report à nouveau (+/-)		56 483	48 525
17	Résultat de l'exercice (+/-)		10 728	7 958
TOTAL PASSIF			520 922	416 516

Postes	HORS BILAN SOCIAL	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNES			
	Engagements de financement	24 969	23 246
	Engagements de garantie	100	275
ENGAGEMENTS RECUS			
	Engagements de garantie reçus	199 500	179 275

Postes	COMPTE DE RESULTAT SOCIAL	Notes	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS & CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE				
1	+ Intérêts & produits assimilés	20	16 286	9 396
2	- Intérêts & charges assimilés	21	6 893	3 825
3	+ Produits sur opérations de crédit-bail & assimilées		1 486	1 548
4	- Charges sur opérations de crédit-bail & assimilés		1 255	1 454
8	+ Commissions (produits)	22	42 513	35 888
9	- Commissions (charges)	22	21 947	13 768
12	+ Autres produits d'exploitation bancaire		34	6 019
13	- Autres charges d'exploitation bancaire		789	8 032
	PRODUIT NET BANCAIRE		29 434	25 771
14	- Charges générales d'exploitation bancaire	23	13 313	12 853
15	- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	23	540	480
	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		15 580	12 438
16	-/+ Coût du risque	24	- 1 102	- 1 030
	RESULTAT D'EXPLOITATION		14 478	11 408
17	-/+ Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	-9
	RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		14 478	11 399
18	-/+ Résultat exceptionnel		-51	-206
19	- Impôts sur les bénéfices	25	3 699	3 235
	RESULTAT NET		10 728	7 958

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX (Exercice arrêté au 31 décembre 2024).

1. CADRE GENERAL. 1.1 La Banque Chabrières. La Banque Chabrières est la filiale bancaire du Groupement Les Mousquetaires, détenue à 99% par ITM Entreprises et à hauteur des 1% restant par la Société Civile des Mousquetaires. La Banque détermine sa stratégie et sa politique de développement en intégrant les attentes du Groupement et intervient aujourd'hui sur des marchés clients différents : les Adhérents Mousquetaires, les Sociétés Mousquetaires amont et aval. **1.2 Evénements significatifs.** En 2024, la Banque Chabrières a poursuivi son plan stratégique à moyen terme dans un contexte de baisse des taux d'intérêts, d'une inflation en baisse et d'une situation économique en France tendue. Les actions entreprises par la Banque ont contribué à limiter les impacts sur ses activités. On retiendra les éléments suivants : • L'activité d'Ingénierie financière (PROMEX) qui a vu son rôle croître au sein du Groupement notamment dans la recherche de financements pour la reprise de Points de Vente ; • L'activité crédit aux Points de Vente qui, dans un contexte de taux d'intérêts élevés, est en croissance significative ; • Grâce à une offre de placements diversifiés, la Gestion Privée propose aux Adhérents une gamme de solutions adaptées à leurs besoins ; • L'offre monétique qui accompagne au quotidien les Points de Vente. Également, la Banque Chabrières a concrétisé divers projets ou actions : • Accompagnement du Groupement dans ses projets notamment l'intégration des Points de vente « Casino » ; • Renforcement de ses pôles de performance avec plus particulièrement la réorganisation de la filière crédit. La situation comptable à la fin de l'exercice 2024 reflète les nouvelles actions entreprises par la Banque en 2024, en matière de maîtrise des risques, complétant les actions menées depuis 2022. Dans ce cadre, il n'est constaté aucune augmentation du risque de crédit lié au contexte sur la totalité du portefeuille actif. L'année 2024, tout comme l'année 2023, s'est inscrite dans un contexte d'instabilité économique tant sur le plan mondial, européen que français mais qui ne freine pas le développement de la Banque. Cette année, les enjeux climatiques, environnementaux sont au cœur des préoccupations du Groupement ; la Banque jouant un rôle prépondérant dans l'accompagnement de la démarche du Groupement. **2. REGLES ET METHODES COMPTABLES. 2.1 Méthode de présentation appliquée.** Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : • Continuité de l'exploitation ; • Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ; • Indépendance des exercices • et conformité au regard des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les comptes annuels de la Banque Chabrières sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et selon les dispositions applicables aux banques, telles que définies par le règlement de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 et par le règlement de l'ANC 2020-10. Conformément au règlement N° 2022-06 du 4 novembre 2022, la Banque Chabrières appliquera dans ses livres les modifications normatives à partir du 1^{er} janvier 2025. **2.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation. 2.21 Principes comptables et méthodes d'évaluation.** La Banque n'opère aucune opération en devises. **2.22 Opérations avec les établissements de crédit et créances sur la clientèle** Les créances sur les établissements de crédit comprennent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les crédits à la clientèle enregistrent les opérations effectuées avec les agents économiques autres que les établissements de crédits, que ce soit sous la forme de crédits ou de comptes ordinaires. Les créances sur la clientèle comprennent des crédits de trésorerie, des crédits d'équipements à court, moyen et long terme et autres crédits à la clientèle, les comptes débiteurs de la clientèle ainsi que les créances rattachées, incluant notamment les intérêts courus non échus sur l'ensemble de ces créances. Les accords crédits consentis mais non versés sont enregistrés au hors bilan au poste engagement de financement, ainsi que les lignes de découvert accordées mais non utilisées. Les créances sur la clientèle dont le recouvrement est devenu incertain font l'objet d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable qui en résultera pour la Banque. Les dépréciations affectées à des risques spécifiques sont portées en déduction des actifs correspondants. Les règles d'évaluations et de comptabilisations sont présentées ci-après. **A/ Créances et dépréciations sur les opérations Crédits de Clientèle. • Créances douteuses Crédits clientèle.** Conformément au règlement ANC 2014-07 (articles 2211-1 à 2251-13), les créances, même assorties de garanties sont enregistrées en encours douteux dès qu'elles sont porteuses d'un risque de crédit avéré en raison d'une perte probable à la suite de : • l'existence d'impayés supérieurs

à 90 jours ; • un risque de non-recouvrement dû à une situation financière dégradée ; • l'existence de procédures collectives ou contentieuses de toutes sortes. Lorsqu'aucun règlement n'est intervenu au cours des 15 mois précédents, les créances sont déclassées des encours non compromis en encours litigieux. Ce déclasserment peut également être effectué si une information sur la solvabilité de la contrepartie est parvenue à la Banque, ou à la demande du comité des risques. Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles et qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement déclassés en encours douteux compromis. Les dossiers faisant l'objet d'une procédure judiciaire sont notamment déclassés dans cette catégorie. **Dépréciation des créances douteuses.** Conformément au règlement ANC 2014-07, les créances doivent être classées en fonction de leur risque de non-recouvrement, distinguant les créances saines, les créances sensibles et les créances douteuses. La dépréciation est obligatoire pour les créances douteuses, et peut être constituée pour les créances sensibles. Elle doit être calculée de manière prudente, en tenant compte de tous les éléments susceptibles d'affecter le recouvrement de la créance, tels que la situation financière du débiteur, les garanties éventuelles, et l'ancienneté de la créance. Le montant de la dépréciation doit refléter la perte probable, et être réévalué à chaque clôture d'exercice. La reprise de la dépréciation est possible si le risque de non-recouvrement diminue. A ce titre, les échéances impayées de plus de 3 mois sont provisionnées à 100 %. Concernant les dépréciations sur la partie non échue des créances douteuses, elles sont déterminées de façon individuelle sur chaque engagement en fonction du risque de crédit propre à chaque débiteur. Les créances douteuses faisant l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire sont déchues de leurs termes et sont provisionnées à 100 %, capital et intérêt. Les créances faisant l'objet de redressement judiciaire ou de sauvegarde de justice sont provisionnées à 50 % du capital restant dû, les échéances échues et non réglées sont provisionnées à 100 %. La Banque a réalisé un test rétroactif sur le provisionnement de ses dossiers douteux portant sur la période 2017-2024, visant à s'assurer de l'adéquation de la dépréciation avec le risque pour le portefeuille. La réalisation de ce test permet de conclure que l'application des règles de provisions est conforme aux données statistiques.

Passage en perte. Un passage en perte est effectué pour une personne morale, lorsque celle-ci a été mise en liquidation, et que la Banque a reçu un certificat d'irrecouvrabilité de la part du liquidateur, et que les cautions s'avèrent insolubles. **Gestion des expositions non performantes (ENP) et des expositions restructurées (EBA/GL/2018/06).** Afin de suivre et gérer les expositions non performantes de son portefeuille de crédit, la Banque a mis en place dans son cadre d'appétence aux risques des indicateurs de pilotage. Dans le cadre de sa stratégie de réduction de ses expositions non performantes, la Banque a mis en œuvre son plan d'action à court terme. La Banque a également adapté son processus de restructuration des expositions et les modalités de suivi des expositions restructurées. Dans le portefeuille de crédits actifs sur les deux marchés Mousquetaires, une créance restructurée est caractérisée par l'existence d'une difficulté financière au niveau du client et d'une concession faite par la Banque sur les termes du contrat et encadrée juridiquement, permettant au débiteur de payer sa dette. Cette concession faite par la Banque sur les termes du contrat et encadrée juridiquement, permettant au débiteur de payer sa dette. Cette concession implique la mise en place d'un nouveau plan d'apurement. Ces dossiers sont identifiés et suivis dans le cadre du dispositif de suivi et de maîtrise du risque de crédit. En présence de difficultés financières, le réaménagement de la créance identifiée, encadrée ou non juridiquement, est alors validée en Comité des risques de crédit. La créance recevable en « restructuration » est d'abord maintenue en créance douteuse pendant une période d'observation au cours de laquelle tout impayé de plus de 30 jours entraîne une action immédiate de recouvrement. Après cette période d'observation, la créance est basculée en créance restructurée. En 2024, aucune créance restructurée n'est identifiée. Six dossiers sont en cours pour des plans d'apurement mais encore dans la phase d'observation ; ils n'ont pas basculé en créance restructurée. Elles sont réparties en restructurations ordinaires et en moratoires (restructurations commençant par un délai sans paiement) et qualifiées : • pour les restructurations ordinaires : - en douteux non compromis des créances à partir d'un impayé – en douteux compromis des créances à partir du 4^{ème} impayé. Les créances sur lesquelles aucun impayé n'est constaté sont classées en encours sains. • pour les moratoires, en douteux compromis des créances ayant un délai de report supérieur à deux ans ou, si le délai est inférieur à deux ans, en l'absence d'un plan de remboursement prédéterminé.

2.23 Immobilisations incorporelles et corporelles. Les immobilisations sont des actifs corporels qui sont détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de services, soit pour être loués à des Tiers, soit à des fins administratives. Ces actifs sont utilisés sur plus d'une période. Les immobilisations sont des actifs non monétaires identifiables, sans substance physique. Conformément aux règlements n° 2014-03 de l'Autorité des Normes comptables : • les immobilisations sont inscrites pour leur coût d'acquisition ; • les immobilisations sont amorties par composants sur les durées fiscales admises par l'Administration fiscale, selon le mode linéaire ; • pour les immobilisations incorporelles un amortissement linéaire est effectué, la Banque n'effectue plus d'amortissement dérogatoire. Dans le cadre de l'activité de crédit-bail, les immobilisations financées sont enregistrées à l'actif de la Banque pendant toute la durée du contrat. Le transfert de propriété est effectif après le paiement de la valeur résiduelle. Concernant la valeur résiduelle, elle représente en général 1% du montant de l'immobilisation. Les immobilisations en crédit-bail sont amorties selon les modes linéaire et dégressif pour une durée comprise entre 60 et 84 mois. **2.24 Intérêts et assimilés – Commissions.** Les intérêts et agios générés par les activités de dépôt, de crédit et de trésorerie sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation : • commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement de la prestation ; • commissions rémunérant une prestation continue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation. Les commissions sont constituées des opérations traitées pour le compte de la clientèle notamment les flux, monétiques et moyens de paiement. Les commissions et produits assimilés sur opérations bancaires avec la clientèle sont enregistrés en résultat dès qu'ils sont dus. Les indemnités de résiliation et de retard sont enregistrées dès qu'elles sont acquises. **2.25 Charges d'exploitation.** Pour l'exercice 2024, celles-ci se répartissent comme suit : Frais de personnel incluant les charges sociales et les cotisations retraite : **6 262 659 €**. Impôts et taxes sur salaires : **603 580 €**. Charges générales d'exploitation : **6 447 261 €**. **2.26 Coût du risque.** Le coût du risque enregistre les coûts inhérents aux risques de crédit. Le poste intègre notamment : • les dotations et reprises de provisions ; • les pertes et abandons de créances ; • les récupérations sur créances amorties. Les pertes sur créances douteuses sont comptabilisées après la constatation de l'irrecouvrabilité par les unités en charge du contentieux et validation du Comité des Risques de Crédit. **2.27 Produits et charges exceptionnels.** Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires. Les éléments exceptionnels provenant des activités sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de la Banque Chabrières, soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement. La comptabilisation de ces éléments exceptionnels fait l'objet d'une appréciation de la Direction Générale. Le résultat exceptionnel au 31 décembre 2024 est négatif de 51 K€ réparti de la façon suivante : Provisions Risques et Charges • 49 K€ de provisions et 131 K€ de reprise ; Produits et charges exceptionnels • 187 K€ de charges et 54 K€ de produits. **2.28 Méthode de calcul du résultat par action.** Conformément aux statuts de la Banque, le montant des actions est arrêté sur décision du Conseil d'Administration.

NATURE DES INDICATIONS	2023	2024
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE		
Capital social	10 080 000	10 080 000
Nombre des actions ordinaires existantes	504 000	504 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE		
Résultat après impôts	7 958 295	10 728 429
Résultat distribué	-	-
RÉSULTAT PAR ACTION		
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	15,79	21,29

2.3 Identité des sociétés consolidantes. Les comptes de la Banque Chabrières sont consolidés par intégration globale dans les comptes d'ITM ENTREPRISES SAS - 24 rue Auguste Chabrières 75015 PARIS - N° identification : 722 064 102. **2.4 Situation fiscale.** Au 31 décembre 2024, le bénéfice fiscal s'élève à 14 323 325 €. L'impôt sur les sociétés, calculé pour sa totalité au taux de 25%, s'établit à 3 580 831 €. La contribution sociale de 3,33 % assise sur l'impôt sur les sociétés s'élève à 118 168 €. Le montant total de l'impôt 2024 est de 3 698 999 € soit un taux d'imposition globale de 25,83 %. **2.5 Provisions réglementées.** Il n'a pas été constitué en 2024 de dotation aux amortissements dérogatoires. **2.6 Fonds pour risques bancaires généraux.** La Banque constitue un Fonds pour Risques Bancaires Généraux en lien avec les risques inhérents à son activité. Pour rappel, ce fonds, inscrit distinctement dans les capitaux propres de la Banque, est destiné à couvrir les risques inhérents à l'activité bancaire, et n'est pas affecté à des risques spécifiques déterminés à la clôture de cet exercice. Ceux-ci sont couverts par des dépréciations spécifiques ou par des provisions pour risques affectés. **2.7 Engagements de Hors Bilan. A-** En tant qu'établissement de crédit, la Banque Chabrières a l'obligation de respecter les ratios prudentiels définis par le règlement d'exécution (UE) 2021/451 de la Commission Européenne relatif au contrôle des grands risques. Dans ce cadre réglementaire, la Banque Chabrières a, en 2024, négocié auprès de grandes banques de la Place des nouvelles garanties en remplacement des précédentes qui arriveront à échéance au 1^{er} juillet 2025. Ces nouvelles garanties s'élèvent à 90 M€, et sont amortissables sur une durée de 8 ans, soit à échéance juillet 2031 ; auxquelles s'ajoutent une garantie de 19,5 M€ à échéance au 1^{er} juillet 2025. Soit un total de 109,5 M€. Ces garanties couvrent les créances de toutes natures de la Banque Chabrières sur les personnes constituant le Groupement Les Mousquetaires au regard de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution : Points de Vente des enseignes du Groupement et filiales directes et indirectes d'ITM ENTREPRISES SAS. **B -** De même, la Société ITM ENTREPRISES SAS a affecté des dépôts-espèces au profit de la Banque Chabrières en garantie de ses créances de toutes natures sur les personnes constituant le Groupement Les Mousquetaires. En 2024, le montant des dépôts nantis pour une période initiale de 8 ans se situe à 90 M€. **C-** Opérations sur instruments financiers à terme : des opérations de couverture des risques de taux d'intérêt ont été conclues avec divers établissements de crédit dans le cadre de la convention AFB relative aux opérations sur les marchés à terme. Ces opérations sont du type "macro-couverture" et prennent la forme de « caps » ou de « floor ». Le notionnel de ces opérations au 31 décembre 2024 s'élève à 293 016 269 €. La valeur de marché de ces positions au 31 décembre 2024 est de 1 646 726,90 €. En application des stratégies sur les activités de crédit exposées dans le rapport de gestion, les principes comptables appliqués sont les suivants : • Garanties reçues des établissements de crédit : enregistrement pour leur valeur nominale par établissement garant. • Nantissements de dépôt : enregistrement pour la valeur nominale des dépôts inscrits dans les comptes créditeurs de la clientèle. • Contrats d'échange de taux d'intérêt : ces opérations sont enregistrées en hors-bilan pour le notionnel des contrats. Les primes payées sont étalées sur la durée du contrat, et les intérêts courus à recevoir et à payer sont comptabilisés à chaque arrêté, pour les contrats non échus. En application de l'ANC 2014-07 art. 2521-1 à 2529-1, les intérêts courus sont enregistrés pour leur montant net tant au compte de résultat qu'en comptes de régularisation. L'effet sur les comptes de régularisation des opérations en cours au 31 décembre 2024 est détaillé en notes 9 et 14. De plus, et selon l'ANC 2014-07, figure en note 24 la nature et le volume des instruments financiers concernés, ainsi que leur valeur de marché déterminée selon la méthode du coût de remplacement. Les contreparties sont des établissements de crédit faisant l'objet d'une notation par les agences internationales de notation. Le risque de contrepartie est apprécié conformément aux dispositions du règlement 575/2013 du parlement européen et du conseil. **2.8. Proposition d'affectation du résultat.** Les comptes annuels font apparaître un bénéfice de 10 728 429,24 €. Il est proposé de l'affecter comme suit : Au compte de report au nouveau : 10 728 429,24 €.

2.9 Réserve latente

CREDIT-BAIL EN (K€)	2023	2024
ENCOURS FINANCIERS	5 263	4 293
ENCOURS SOCIAL	4 726	3 814
RÉSERVE LATENTE BRUTE	537	479

La réserve latente représente la différence entre la valeur comptable nette d'un bien en crédit-bail et sa valeur de marché estimée. Elle peut être positive (plus-value potentielle) ou négative (moins-value potentielle).

3. AUTRES INFORMATIONS 3.1 Données Ressources humaines 3.1.1 Effectif par catégorie socio-professionnelle au 31 décembre 2024

EFFECTIF CONTRACTUEL	AU 31/12/2023	AU 31/12/2024
TECHNICIENS	20	21
Hommes	2	3
Femmes	18	18
CADRES	44	48
Hommes	28	29
Femmes	16	19
TOTAL	64	69

3.1.2 Provisions pour retraite. En France, les pensions et retraites du personnel sont prises en charge par des organismes interprofessionnels fonctionnant par répartition auxquels sont versées des cotisations. Celles-ci sont prises en charge dans l'exercice de leur appel. La Banque n'a pas d'engagement au titre de personnels en préretraite. Les droits futurs relatifs aux indemnités de départ en retraite, au droit à la médaille du travail ainsi qu'au régime de retraites complémentaires, sont évalués selon une méthode actuarielle prenant en compte les règles de la Convention collective des banques.

Les critères retenus pour l'exercice 2024 sont les suivants :

	Cadres	Agents de Maîtrise	Employés
Taux d'inflation	Inclus dans les autres paramètres		
Taux d'actualisation	3,40 %		
Profil de carrières	3,00 %	3,00 %	2,50 %
Taux de charges sociales	48,00 %	41,00 %	34,00 %
Taux de dérives des montants	2,00 %		
Age de début de carrière	22 ans	20 ans	20 ans
Table de mortalité	INSEE 2018-2020 (Homme) ou INSEE 2018-2020 (Femme)		
Age de départ à la retraite	65 ans	64 ans	64 ans
Taux de rotation des effectifs	Commun : table TO 2023 – CAD/AGM/EMP (fonction de l'âge)		
Modalité de départ	Départ volontaire		

Les engagements correspondants ont fait l'objet d'une provision complémentaire de 20 441 €. La provision totale s'élève à 170 182 € au 31 décembre 2024. **3.1.3 Formations.** Au cours de l'exercice 2024, les collaborateurs de la Banque ont bénéficié d'actions de formation pour un total de 671 heures dont 238 heures de formations réglementaires : LCB-FT, Démarchage bancaire et financier, Sensibilisation SSI et DDA. **3.2. Commissaire aux Comptes.** Les honoraires versés au Commissaire aux Comptes en 2024 au titre du contrôle légal des comptes de la Banque Chabrières se sont chiffrés à 80 000 € HT. **3.3. Rémunération des membres des organes de direction et d'administration.** Les membres des organes de direction et d'administration ne bénéficient d'aucune rémunération autre que celle prévue dans le cadre de leur contrat de travail. **3.4 Crédits et avances consentis aux membres des organes d'administration et de direction.** Néant. **3.5 Dépenses en matière en Recherche & Développement.** Néant. **3.6 Evènement post clôture.** Néant.

4. COMMUNICATION FINANCIERE AU TITRE DU PILIER 3.

INDICATEURS CLES PHASES (KM1) EN K€		31/12/2024	30/09/2024	30/06/2024	31/03/2024	31/12/2023
Fonds propres disponibles (montants)						
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	69 566	69 543	69 018	61 384	61 193
2	Fonds propres de catégorie	69 566	69 543	69 018	61 384	61 193
3	Fonds propres totaux	69 566	69 543	69 018	61 384	61 193
Montants d'exposition pondérés						
4	Montant total d'exposition au risque	215 679	121 429	95 195	98 789	92 768
Ratios de solvabilité (en % des RWA)						
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	32%	57%	73%	62%	66%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	32%	57%	73%	62%	66%
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	32%	57%	73%	62%	66%
Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)						
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	11%	6%	5%	6%	5%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un Etat membre (%)	0%	0%	0%	0%	0%
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	3%	2%	1%	2%	1%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0%	0%	0%	0%	0%
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0%	0%	0%	0%	0%
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0%	0%	0%	0%	0%
11	Exigence globale de coussin (%)	11%	6%	5%	6%	5%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	12%	12%	12%	12%	11%
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	12%	12%	12%	12%	12%
Ratio de levier						
13	Mesure de l'exposition totale	539 674	483 552	494 287	439 371	424 009
14	Ratio de levier (%)	13%	14%	14%	14%	14%
Ratio de couverture des besoins de liquidité						
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée-moyenne)	167 479	256 763	321 597	239 148	237 315
16a	Sorties de trésorerie - Valeur pondérée totale	62 736	48 612	48 064	35 143	32 122
16b	Entrées de trésorerie - Valeur pondérée totale	54 156	27 470	3 820	35 923	32 901
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	15 684	21 142	39 243	8 786	8 030
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	1 068%	1 214%	819%	2 722%	2 955%
Ratio de financement stable net						
18	Financement stable disponible total	328 365	299 260	333 749	303 966	297 921
19	Financement stable requis total	192 366	148 366	126 733	116 937	109 391
20	Ratio NSFR (%)	171%	202%	263%	260%	272%

Suivi Ratio de couverture des besoins de liquidité 2024 en K€					
	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée-moyenne)	Sorties de trésorerie – Valeur pondérée totale	Entrées de trésorerie – Valeur pondérée totale	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)
Janv-24	2 808%	238 153	33 914	36 898	8 479
Févr-24	1 219%	238 959	26 033	6 440	19 593
Mars-24	2 722%	239 148	35 143	35 923	8 786
avril-24	1 798%	239 996	27 110	13 760	13 349
Mai-24	2 368%	255 733	43 196	54 852	10 799
Juin-24	819%	321 597	43 064	3 820	39 243
Juil-24	1 697%	305 634	52 902	34 898	18 004
Août-24	973%	256 420	48 842	22 496	26 346
Sept-24	1 214%	256 763	48 612	27 470	21 142
Oct-24	648%	180 368	40 503	12 670	27 833
Nov-24	624%	180 826	37 548	8 551	28 996
Déc-24	1 068%	167 479	62 736	54 156	15 684

Note 1 – CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (Actif, poste 3). Comptes ordinaires débiteurs, 2024 A vue :

233 031, 2023 A vue : 277 902, Prêts de durée inférieure à 3 mois, 2024 A terme : 80 000, 2023 A terme : 0, Créances rattachées 2024 A terme : 722, 2023 A terme : 0, TOTAL 2024 A vue : 233 031, A terme : 80 722, 2023 A vue : 277 902, A terme : 0.

Note 2 – OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (Actif, poste 4)	31-12-2024				31-12-2023
	Encours sains	Encours douteux	Dépréciations	Net	Net
Comptes ordinaires débiteurs	12 525	656	544	12 637	12 458
Crédits	122 286	2 605	2 473	122 418	102 050
- dont crédit sains	122 286	0	0	122 286	100 967
- Douteux non compromis	0	0	111	- 111	0
- Douteux compromis	0	2 605	2 361	243	1 083
TOTAL	134 811	3 260	3 016	135 055	114 508

Note 3 - OBLIGATIONS & AUTRES TITRES A REVENU FIXE (Actif, poste 5). Néant.

Note 4 - PARTICIPATIONS (Actif, poste 8). Néant.

PARTICIPATIONS : ACTIF, Titres de participation, 2024 Brut : 1, Net : 1, 2023 Brut 0, Net 0

Note 5 – CREDIT BAIL ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT (Actif, poste 9)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Clôture Exercice
Crédit-Bail et location avec option d'achat	8 385	297	-1 090	7 592
Crédit-Bail et location Contentieux	439		-41	398
VALEUR BRUTE TOTALE	8 824	297	-1 131	7 990
Amortissements	3 885	1 222	-1 104	4 003
Amortissements Provisions Crédit-bail contentieux	35		-35	0
Provisions Crédit-bail contentieux	175		-2	173
AMORTISSEMENT TOTAL	4 095	1 222	-1 141	4 176
VALEUR NETTE COMPTABLE	4 729	-925	10	3 814

Note 6 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Actif, poste 11)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Clôture Exercice
Fonds de commerce	90			90
Immobilisations logiciels	4 690	123	-2 583	2 230
Immobilisations en cours	129			129
VALEUR BRUTE TOTALE	4 909	123	-2 583	2 449
Amortissements	4 398	198	-2 583	2 013
VALEUR NETTE COMPTABLE	511	-75	0	436

La méthode d'amortissement utilisée pour les logiciels est le **LINEAIRE**. La durée d'amortissement des Logiciels est de 3 ans.

Note 7 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Actif, poste 12)	Début exercice	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Clôture Exercice
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	6 477	559	-98	6 938
VALEUR BRUTE TOTALE	6 477	559	-98	6 938
Amortissements	5 563	342	-98	5 807
VALEUR NETTE COMPTABLE	914	217	0	1 131

La méthode d'amortissement utilisée pour les immobilisations corporelles est le **LINEAIRE**. La durée d'amortissement des immobilisations corporelles est de 5 ans.

Note 8 – AUTRES ACTIFS (Actif, poste 15). Primes versées sur opérations de couverture des risques de taux, 2024 : 1 072, 2023 : 1 075, Dépôts Fonds de garantie des dépôts, 2024 : 338, 2023 : 375, Créances fiscales, 2024 : 39, 2023 : 74, Autres créances, 2024 : 10, 2023 : 268, Autres débiteurs divers, 2024 : 644, 2023 : 710, **TOTAL : 2024 : 2 102, 2023 : 2 503.**

Note 9 – COMPTES DE REGULARISATION (Actif, poste 16). Comptes d'encaissement, 2024 : 48 990, 2023 : 2 495, Commissions à recevoir et autres comptes de régularisation, 2024 : 6 564, 2023 : 5 968, **TOTAL, 2024 : 55 554, 2023 : 8 463.**

Note 10 – DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT (Passif, poste 2). Autres sommes dues, A vue, 2024 : 200, 2023 : 213. **TOTAL, 2024 : 200, 2023 : 213.**

Note 11 – DEPOTS RECUS DE LA CLIENTELE (Passif, poste 3)	31-12-2024		31-12-2023	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes à vue	337 597		193 456	
Comptes d'épargne à régime spécial	0		0	
Comptes de dépôt à terme inférieur à 3 mois		90 000		140 000
Dettes rattachées	618		567	
	338 215	90 000	194 023	140 000
TOTAL	428 215		334 023	

Note 12 – DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE (Passif, poste 4). Néant.

Note 13 – AUTRES PASSIFS (Passif, poste 5), Créiteurs divers, 2024 : 967, 2023 : 1 585, Provisions pour congés payés, 2024 : 492, 2023 : 419, **TOTAL, 2024 : 1 459, 2023 : 2 004.**

Note 14 – COMPTES DE REGULARISATION (Passif, poste 6). Comptes d'encaissement, 2024 : 5 328, 2023 : 6 390, Produits constatés d'avance, 2024 : 57, 2023 : 58, Charges à payer, 2024 : 4 560, 2023 : 3 496, Autres comptes de régularisation, 2024 : 1, 2023 : 6, **TOTAL, 2024 : 9 945, 2023 : 9 951.**

Note 15 – PROVISIONS (Passif, poste 7). Provisions pour charges de retraites, Début exercice : 142, Dotations : 28, Fin exercice : 170, Autres provisions, Début exercice : 172, Dotations : 21, Fin exercice : 193. **TOTAL, Début exercice : 315, Dotations : 49, Fin exercice : 364.**

Note 16 – EVOLUTION DES FONDS PROPRES (Passif, postes 11 à 18)	Capital	Réserve Légale	Report à nouveau	Résultat	Total
POSITION 31/12/2023	10 080	1 008	48 525	7 958	67 571
Résultat 2024				10 729	10 729
Affectation résultat 2023			7 958	-7 958	0
POSITION 31/12/2024	10 080	1 008	56 483	10 728	78 300

Les actionnaires de la Banque Chabrières sont : • ITM ENTREPRISES SAS 99 %, • SOCIETE CIVILE DES MOUSQUETAIRES 1 %, Nombre d'actions : 504 000, Valeur nominale : 20 €.

Poste	Note 17 - OPERATIONS AVEC LES GROUPES ACTIONNAIRES	Entreprises liées amont	
		31-12-2024	31-12-2023
		Groupe ITM	Groupe ITM
ACTIF			
4	Opérations avec la clientèle	310	57
PASSIF			
3	Dépôts clientèle	153 516	164 039
HORS BILAN, ENGAGEMENTS REÇUS			
6	Autres garanties	90 000	140 000

Poste	Note 18 – VENTILATION DE CERTAINS POSTES Actifs/ Passifs selon leur durée résiduelle	A moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
ACTIF						
3	Créances sur les établissements de crédit	313 753	0			313 753
4	Opérations avec la clientèle	14 193	19 838	70 514	30 511	135 055
	TOTAL 2024	327 947	19 838	70 514	30 511	448 808
	TOTAL 2023	292 470	17 452	58 145	24 343	392 410
PASSIF						
2	Dettes envers les établissements de crédit	200				200
3	Opérations avec la clientèle	338 215	0		90 000	428 215
	TOTAL 2024	338 415	0		90 000	428 415
	TOTAL 2023	194 236	0		140 000	334 236
HORS BILAN						
8	Achat d'instruments financiers à terme	61 135	139 030	62 398	30 453	293 016
	TOTAL 2024	61 135	139 030	62 398	30 453	293 016
	TOTAL 2023	3 117	9 239	35 033	18 197	65 586

Note 19 – VENTILATION DES INTERETS NON ECHUS. ICNE Autres concours à la clientèle, 2024 : 181 709, 2023 : 119 333, dont ICNE Crédits sains, 2024 : 183 932, 2023 : 120 246, dont ICNE Douteux compromis, 2024 : -2 222, 2023 : -913, **TOTAL, 2024 : 181 709, 2023 : 119 333.**

Note 20 - INTERETS & PRODUITS ASSIMILES (Compte de résultat, poste 1)		31-12-2024		31-12-2023	
		Ets de crédit	Clientèle	Ets de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs		0	590	0	430
Intérêts sur crédits clientèle			14 400		7 707
Intérêts sur créances douteuses			1		128
Produits sur engagements de financement			1 294		1 131
		0	16 286	0	9 396
TOTAL		16 286		9 396	

Note 21 – INTERETS & CHARGES ASSIMILEES (Compte de résultat, poste 2)		31-12-2024		31-12-2023	
		Ets de crédit	Clientèle	Ets de crédit	Clientèle
Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs		5	87	43	
Intérêts sur comptes et emprunts			5 853		3 029
Charges s/engag. de garantie reçues		605		439	
Charges s/couvertures des risques de taux		343		207	
Intérêts préciputaires partenaire SEP		0		106	
Autre intérêts et produits assimilés		5	87	43	0
		952	5 940	795	3 029
TOTAL		6 893		3 825	

Note 22 – COMMISSIONS (Compte de résultat, postes 8 & 9)		31-12-2024		31-12-2023	
		Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations de trésorerie & interbancaires		19 250	31 579	11 247	24 848
Opérations avec la Clientèle		0	10 378	0	10 671
Autres commissions		2 697	556	2 521	370
TOTAL		21 947	42 513	13 768	35 888

Note 23 – CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION BANCAIRE (Compte de résultat, poste 14). Salaires et traitements, 2024 : 4 324, 2023 : 4 005, Charges sociales, 2024 : 1 938, 2023 : 1 591, Impôts, taxes et assimilés sur rémunérations, 2024 : 604, 2023 : 476, Autres charges administratives, 2024 : 6 447, 2023 : 6 781, Dotation aux amortissements, 2024 : 540, 2023 : 480, **TOTAL, 2024 : 13 854, 2023 : 13 333.**

Note 24 – COUT DU RISQUE (Compte de résultat, poste 16). Dépréciation sur créances douteuses, 2024 : -1 719, 2023 : - 2 484, Dotation décote, 2024 : 0, 2023 : -36, Pertes sur créances irrécupérables provisionnées, 2024 : -189, 2023 : -315, Reprise de provisions sur créances douteuses, 2024 : 801, 2023 : 1 726, Récupération sur créances amorties, 2024 : 5, 2023 : 79, **TOTAL, 2024 : -1 102, 2023 : -1 030.**

Le coût du risque comprend : • **Crédits : Dépréciation 1 719 K€ Reprises 801 K€ sur l'exercice 2024.** • Pertes sur créances 189 K€ couvertes par des dépréciations ; récupération sur créances amorties pour 5 K€.

Analyse du coût du risque (en K€)	CDL* fin de période	Dépréciations					Pertes sur Créances Irrécouvrables (Pertes et Profits)	Récupérations sur Créances Amorties	Transfert (ANC 2014-07)	Coût du Risque Net 31/12/24
		Stock Provisions Début Période 31.12.23	Dotations Période	Reprises Période	Ajustements Hors coût du risque	Stock Provisions Fin Période				
TOTAL	767	2 098	1 719	801	0	3 016	189	5	0	1 102
BILAN Crédits Banque Chabrières (dont déchus)	767	2 098	1 719	801	0	3 016	189	5	0	1 102

*Créances Douteuses et Litigieuses

Note 25 – ANALYSE DE LA CHARGE FISCALE (Compte de résultat, poste 19). Résultat net comptable hors impôts sur les bénéfices, 2024 : 14 427, 2023 : 11 193, Produits de l'exercice provisoirement non imposables, 2024 : -2 689, 2023 : -3 726, Charges de l'exercice provisoirement non déductibles, 2024 : 2 585, 2023 : 5 155, **RESULTAT FISCAL IMPOSE AU TAUX COURANT, 2024 : 14 323, 2023 : 12 622, IMPOT SUR LES BENEFICES, 2024 : 3 699, 2023 : 3 235.**

Note 26 – Opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt (marché de gré à gré, en milliers d'euros). **MONTANT DES CAPITAUX ENGAGES.** 2024. Macro couverture globale, Etablissements de crédit résident et Total Caps et Collars, **Nombre de contrats : 35, Coût de remplacement : 1 647, Notionnels : 293 016.**

Note 27 - EFFECTIF AU 31 DECEMBRE. Employés, 2024 : 21, 2023 : 20, Cadres, 2024 : 48, 2023 : 44, **TOTAL, 2024 : 69, 2023 : 64.**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024)

OPINION. En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BANQUE CHABRIERES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice. L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité des Risques, de l'Audit et du Contrôle Interne. **FONDEMENT DE L'OPINION - Référentiel d'Audit.** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. **Indépendance.** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014. **Justification des appréciations - Points clés de l'audit.** En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. **Points clés d'audit : Estimation des dépréciations au titre du risque de crédit sur les opérations avec la clientèle. Risque identifié.** La Banque Chabrières comptabilise au 31 décembre 2024 des dépréciations pour couvrir les risques avérés de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements. Au 31 décembre 2024, la provision pour dépréciations des encours de crédits s'élève à 3 M €. La banque calcule les dépréciations : • en estimant le flux de recouvrement, après prise en compte de la mise en jeu des garanties pour les créances vis-à-vis des points de vente. **Nous avons considéré que les dépréciations sur les créances avec la clientèle, constituent un point clé de l'audit en raison de :** • l'importance relative de ces financements au bilan ; • la part significative du jugement de la banque dans l'estimation des flux de recouvrement. **Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque.** Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nos

travaux ont consisté à : • Prendre connaissance des procédures de contrôle interne mises en place pour le suivi du risque de crédit, l'appréciation du risque de non-recouvrement et la couverture des pertes de valeur par des dépréciations ; • Examiner le caractère approprié des informations données dans la note 2.22 de l'annexe. • Tester l'efficacité opérationnelle des contrôles clés identifiés relatifs à ces procédures ; • Apprécier le correct déclassement des encours et leur correcte dépréciation en fonction de l'antériorité des échéances impayées ou de l'état de la procédure judiciaire des points de vente en s'appuyant sur un audit IT des paramètres ; • Tester, au moyen d'un audit IT et une revue des paramètres, l'adéquation des dépréciations comptabilisées eu égard aux prévisions de flux de trésorerie futurs estimés par la banque ; • Revue du test rétroactif sur les dépréciations des créances (back-testing) effectué par la banque. **VERIFICATIONS SPECIFIQUES.** Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires. **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.** Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de Commerce. **Informations relatives au gouvernement d'entreprise.** Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du Code de commerce. **AUTRES VERIFICATIONS OU INFORMATIONS PREVUES PAR LES TEXTES LEGAUX ET REGLEMENTAIRES.** **Désignation du commissaire aux comptes.** Nous avons été nommés commissaire aux comptes de la société BANQUE CHABRIERES par l'assemblée générale du 7 novembre 2020 pour le cabinet RSM Paris. Au 31 décembre 2024, le cabinet RSM Paris était dans sa cinquième année de sa mission sans interruption. **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS.** Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Il incombe au Comité des Risques, de l'Audit et du Contrôle Interne de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ainsi que, le cas échéant, de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS. Objectif et démarche d'audit.** Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on ne peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre : • il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ; • il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ; • il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ; • il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ; • il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle. **Rapport au Comité des risques, de l'audit et du contrôle interne.** Nous remettons un rapport au Comité des Risques, de l'Audit et du Contrôle Interne qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité des Risque, de l'Audit et du Contrôle Interne, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport. Nous fournissons également au Comité des Risques, de l'Audit et du Contrôle Interne, la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité des Risques, de l'Audit et du Contrôle Interne des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées. Fait à Paris, le 11 avril 2025, RSM PARIS : Paul-Evariste Vaillant et Ratana Lyvong.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public : Parc de Tréville, 5, allée des Mousquetaires – 91070 BONDOUFLE.